José del Pozo

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

De l'indépendance à nos jours

DEUXIÈME ÉDITION

SEPTENTRION

Exemplaire de la publication

Extrait de la publication

Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes

De l'indépendance à nos jours

Deuxième édition

Extrait de la publication

DU MÊME AUTEUR

Rebeldes, reformistas y revolucionarios. Una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad popular. Ediciones Documentas, Santiago, 1992 (épuisé).

Le Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après-Pinochet. VLB, Montréal, 1994 (ouvrage collectif).

La hoja de arce y la flor de lis. Un chileno en el Canadá francés. Ediciones CESOC-Chile América, Santiago, 1996.

Historia del vino chileno. Editorial Universitaria, Santiago, 1998.

Le Chili contemporain : quelle démocratie ? Nota bene, Québec, 2000.

Historia de América latina y del Caribe, de 1825 a 2001. Lom Ediciones, Santiago, 2002.

Exiliados, emigrados y retornados. Chilenos en América y Europa, 1973-2004. RIL editores, Santiago, 2006 (ouvrage collectif).

Extrait de la publication

José del Pozo

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

De l'indépendance à nos jours

Deuxième édition

Traduit de l'espagnol
par Marc Brunelle et Roch Côté

SEPTENTRION

Extrait de la publication

Les éditions du Septentrion remercient le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour le soutien accordé à leur programme d'édition, ainsi que le gouvernement du Québec pour son Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres. Nous reconnaissons également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Traduction avec le soutien financier de la SODEC : Marc Brunelle et Roch Côté

Révision : Solange Deschênes et Roch Côté

Mise en pages et maquette de couverture : Gilles Herman et Pierre-Louis Cauchon

Illustrations de couverture : José Clemente Orozco, *The Epic of American Civilization : Hispano-America (panel 16),* 1932-1934, Dartmouth College, Hanover, New Hampshire

Photo de l'auteur : Teresa A. Peñafiel

Édition originale : *Historia de América latina y del Caribe, 1825-2001,* LOM Ediciones, Santiago de Chile, 2002.

Note de l'éditeur : nous tenons à remercier LOM Ediciones pour leur précieuse collaboration à la réalisation de cette traduction en français.

Si vous désirez être tenu au courant des publications
des éditions du Septentrion vous pouvez nous écrire au
1300, av. Maguire, Québec (Québec) G1T 1Z3
ou par télécopieur 418 527-4978
ou consulter notre catalogue sur Internet :
www.septentrion.qc.ca

© Les éditions du Septentrion
1300, av. Maguire
Québec (Québec)
G1T 1Z3

Diffusion au Canada :
Diffusion Dimedia
539, boul. Lebeau
Saint-Laurent (Québec)
H4N 1S2

Dépôt légal :
Bibliothèque et Archives
nationales du Québec, 2008
ISBN 978-2-89448-570-5

Ventes en Europe :
Distribution du Nouveau Monde
30, rue Gay-Lussac
75005 Paris

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

Membre de l'Association nationale des éditeurs de livres

Extrait de la publication

Introduction

La présente étude couvre l'histoire de l'Amérique latine depuis le moment où, pour la plupart de ses pays, s'achevait le cycle de l'indépendance, jusqu'à nos jours. Destinée aussi bien aux professeurs qu'aux étudiants universitaires et au public non spécialisé, sa principale vertu est – j'ose l'espérer – d'offrir une synthèse, la plus claire et la plus concise possible, des principaux faits, processus et personnages qui ont été présents dans cette histoire.

Du point de vue géographique, en plus d'inclure les régions traditionnelles du Mexique, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, on s'est efforcé d'accorder un certain espace aux territoires d'expressions anglaise, française et hollandaise de la région des Caraïbes, d'Amérique centrale et du nord de l'Amérique du Sud, qu'on laisse généralement de côté dans les histoires de l'Amérique latine. Bien que l'information fournie à cet égard ne touche que les grandes lignes, j'espère que cela permettra d'accéder à la connaissance d'un monde encore peu connu dans le reste de la région.

Quant au contenu, comme aucune histoire ne peut raconter tout ce qui est arrivé, le choix de ce que l'on rapporte dépend de l'auteur et de sa manière de voir l'histoire. Traditionnellement, les historiens ont privilégié l'étude des dirigeants des sociétés, des chefs d'État, des militaires haut gradés et des leaders politiques et intellectuels. Ces personnages et les faits qui s'y rattachent sont présents dans ce volume, mais à côté d'eux apparaissent d'autres figures moins habituelles : des voyageurs, des chefs syndicaux, des caciques indigènes, des femmes anonymes, des curés de village. Cela correspond à une vision de l'histoire qui ne considère pas seulement les leaders, mais aussi l'ensemble des sociétes. Dans cette perspective le livre considère en outre, non seulement les faits ponctuels, qui arrivent à une date déterminée, mais encore les processus, c'est-à-dire les tendances qui n'ont pas de nom reconnu, qui durent des décennies, que ce soit les

Extrait de la publication

changements démographiques, la culture, la vie de tous les jours, les investissements ou bien l'inflation.

J'ai essayé d'analyser tous ces sujets, de facon relativement similaire, sauf dans le cas de la culture, qui est traitée d'une manière beaucoup plus synthétique, bien que j'espère en avoir fourni au moins les traits généraux indispensables pour sa compréhension. L'évolution politique, par contre, a reçu un plus grand espace que les autres aspects et donne d'une certaine façon l'orientation générale de cette histoire. Deux raisons ont motivé cette décision. L'une est de nature pédagogique : le souci de trouver un fil conducteur facile à suivre pour les lecteurs, qui en principe ne sont pas des spécialistes de l'histoire de cette région. L'autre correspond à la vérification d'un fait fondamental : si on examine l'évolution de l'ensemble des pays latino-américains, on remarque que ceux-ci présentent plusieurs différences importantes quant à leur niveau de développement, leur composition ethnique et leur culture. Cependant, ils ont tous quelque chose en commun : les énormes difficultés qu'ils ont éprouvées pour forger une société moyennement égalitaire, où les droits humains soient respectés, et construire en même temps un système politique qui fonctionne dans le respect des lois et de l'opinion des citoyens.

En effet, et cela les gens de ma génération l'ont connu de près, l'Amérique latine a continuellement vécu sous l'emprise de gouvernements dictatoriaux, arrivés au pouvoir à travers la révolution, la guerre civile, le coup d'État militaire ou les intrigues de palais. Partout, en outre, a dominé une profonde discrimination de classes de la part des classes élevées envers les secteurs inférieurs, attitude imprégnée aussi d'un racisme à peine dissimulé. Cela s'est produit, dans une mesure plus ou moins grande, aussi bien dans les pays du plus haut niveau de vie que dans ceux où il reste beaucoup à faire pour que leurs habitants disposent des conditions minimales d'existence.

Il ne fait pas de doute, alors, que la fragilité de la démocratie – au sens large, tant politique que social – constitue non seulement un problème central, mais qu'elle permet aussi de suivre les trajectoires diverses, mais en fin de compte parallèles, de tous les pays de la région à travers le temps. En ce sens, j'ai analysé aussi bien l'expérience des pays qui sont traditionnellement les plus connus de la région (l'Argentine, le Brésil, le Mexique…) que celle des États plus petits de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Ainsi, ce grand sujet donne son unité au livre.

Extrait de la publication

Dans l'analyse de ce dernier et des autres aspects, on a donné la priorité à l'information. Les éléments d'interprétation dont on dispose, grâce au travail de nombreux spécialistes – non seulement des historiens, mais aussi des sociologues et des politologues, tant de l'Amérique latine que d'autres pays –, ont été évoqués à l'occasion, parfois sous forme de notes en bas de page, dans le but de stimuler de possibles débats. Cela ne signifie pas pourtant que j'aie voulu offrir une histoire « neutre » et dépourvue d'orientation. Le lecteur attentif se rendra compte que la disposition des sujets, l'approche générale et quelques opinions émises dans des moments cruciaux renferment une vision déterminée dont, par ailleurs, les quelques lignes écrites jusqu'à maintenant donnent une idée.

On peut ici développer quelque peu cette vision. L'histoire de l'Amérique latine est remplie de paradoxes. Pour ceux qui la voient du point de vue de l'histoire du monde colonial, ce fut la première région à se libérer du domaine des empires européens, processus qui fut beaucoup plus lent dans le cas de l'Asie et de l'Afrique. À partir de la fin des guerres d'indépendance, les États latino-américains commencèrent à prendre forme. Cela fera donc bientôt deux siècles que ces pays s'administrent eux-mêmes. Cependant, comme on sait, ce processus a été, dans de nombreux cas, bien hasardeux, puisque en différentes occasions certains pays ont souffert d'occupations militaires et de divers types d'interventions externes, qui ont fait de leur souveraineté un élément plutôt théorique.

Si on examine l'évolution politique interne, d'autres paradoxes surgissent. En accédant à la vie indépendante, l'Amérique latine adopta les principes de base de l'organisation politique, juridique et institutionnelle des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. En théorie, cela devait amener les nouveaux pays à emprunter une voie qui mènerait à l'organisation d'une vie publique régie elle aussi par certains principes de base : la participation des électeurs à la formation des gouvernements, l'égalité des citoyens devant la loi et les droits humains. Comme on l'a dit antérieurement, dans la pratique cela ne s'est réalisé que très partiellement.

Du point de vue du développement, les contradictions font aussi surface. Déjà avant l'indépendance, l'Amérique latine s'était familiarisée, au moins en partie, avec les pratiques de l'économie de marché, à un niveau très supérieur à celui de l'Afrique et de l'Asie à la même époque. Avec l'indépendance, cette tendance s'est accentuée

et la majorité des leaders ont cherché à adopter le modèle qui avait permis à des pays comme les États-Unis d'atteindre un degré élevé de croissance. Mais, bien que les contacts commerciaux et humains avec les pays qui servaient d'exemple fussent intenses, il s'avéra évident, à mesure que le temps passait, que l'Amérique latine ne parvenait qu'à un développement qui était une pâle copie de ce qu'avaient obtenu les États-Unis, l'Angleterre, le Canada, la France ou l'Allemagne.

Malgré tout, si l'on regarde les choses à l'échelle mondiale, plusieurs pays latino-américains affichent actuellement un meilleur niveau de vie que presque tous les États d'Afrique et d'Asie, et quelques-uns se situent assez près de certains pays d'Europe. Cela ne peut constituer un motif de satisfaction, étant donné qu'il y a de grandes différences entre les pays latino-américains eux-mêmes, de telle sorte que les réussites de quelques-uns d'entre eux ne peuvent être vues comme quelque chose de généralisé pour toute la région. Par contre, dans la partie négative, on ne peut dissimuler le fait que, même dans les pays de plus grande croissance économique, l'instabilité politique et les violations des libertés fondamentales ont été présentes avec trop de fréquence.

L'histoire de l'Amérique latine depuis son accès à l'indépendance serait alors, sur le plan politique et économique, celle d'un demi-échec ou d'un demi-succès, selon la manière dont on veut voir les choses. En tenant compte que l'Amérique latine n'a pas connu les assauts des guerres mondiales et qu'elle n'a pas été accablée par la surpopulation, comme beaucoup de pays d'Asie, le bilan doit être plutôt négatif.

Quelles sont les raisons de cet état de choses ? Selon certains, l'explication de base se trouverait dans la situation continue de dépendance dont l'Amérique latine aurait été victime, depuis le commencement de cette histoire, mais depuis l'arrivée des Européens. Le contrôle de ses richesses, de ses finances et de son commerce par des forces externes depuis l'indépendance aurait empêché un plus grand développement. Les interventions politiques, militaires et même culturelles venues de l'extérieur seraient les responsables de l'extrême fragilité de la démocratie.

Ce type d'analyse contient, sans aucun doute, une partie de l'explication. Cependant il ne peut constituer l'approche unique ni la principale, et cela pour deux raisons. D'un côté, la dépendance a varié beaucoup d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Si cette situation est claire dans les pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale, elle n'a

Extrait de la publication

pas joué avec la même intensité en Amérique du Sud. D'autre part, ce facteur n'est pas synonyme en soi de désastre pour le pays qui la vit. Le Canada a été dépendant, d'abord de la France, ensuite de l'Angleterre, puis l'est actuellement des États-Unis, ce qui ne l'a pas empêché d'atteindre un des niveaux de vie les plus hauts au monde et d'être probablement le pays le plus stable politiquement de l'univers.

L'explication principale des problèmes de l'Amérique latine réside, d'après moi, dans les particularités sociales et culturelles de la région. L'ensemble de la région a souffert, depuis 1492, des conséquences d'avoir été une « société de conquête », où une minorité blanche a établi sa domination sur les indigènes, les Noirs et toutes les personnes de couleur. Les conséquences de ce processus ont été énormes et n'ont changé que partiellement après l'indépendance. L'une d'entre elles a été de créer une société divisée non seulement par des classes, mais aussi par des critères (ou préjugés) ethniques. À cela s'ajoute l'autre grand problème de l'Amérique latine : le contrôle de la terre par une poignée de gens au détriment de la grande majorité. Il en est résulté une société où la distance est grande entre l'élite et les masses.

Les conséquences s'en sont fait sentir autant dans le développement que dans la démocratie. Dans le premier domaine, le bas niveau de vie de la majorité de la population a freiné la formation d'un marché interne et a donné lieu à une main-d'œuvre généralement peu qualifiée. Pour ce qui est du second, la persistance des différences sociales a retardé l'incorporation de vastes secteurs à la vie en société et a généré des affrontements souvent violents. En un mot, l'Amérique latine a mis du temps à adopter – et surtout à respecter – la démocratie de masses, processus attribuable fondamentalement aux tensions internes dans les pays, et qui a été exacerbé par les pressions extérieures. Cette idée constitue la trame centrale de cette étude.

Dans la rédaction de ce livre, on a tenté de rendre son contenu accessible à la majorité des lecteurs. Dans cet esprit, et afin de ne pas trop allonger le texte, le nombre de notes a été réduit au minimum. Ceux qui voudront aller plus loin pourront trouver une orientation bibliographique à la fin du volume. Les cartes historiques, la chronologie et le glossaire sont d'autres sections conçues pour favoriser une plus grande compréhension.

Les divisions chronologiques, qui cherchent à embrasser les tendances générales, ne s'appliquent pas toujours à tous les pays. C'est une tâche toujours difficile que celle de conjuguer les spécificités

Extrait de la publication

nationales avec les analyses régionales. J'ai essayé, dans la mesure du possible, de maintenir un équilibre entre les deux, sachant d'avance qu'il y aura toujours des exceptions et des cas particuliers, et que le degré d'information n'est pas le même pour chacun des pays.

À l'exception du premier chapitre, qui a une structure particulière en raison de son contenu, tous les autres ont été organisés suivant la même structure thématique. Elle débute par un examen de l'extérieur, qui présente l'Amérique latine dans ses relations internationales. Ensuite, on étudie la situation de l'économie, où l'on examine les activités productives et l'orientation générale de la politique de développement, et après on analyse la société, en passant en revue ses divers protagonistes. Par la suite on considère l'histoire politique, qui est le lieu où apparaît avec la plus grande clarté la question de la démocratie, axe central du livre. Le sujet est envisagé d'abord dans ses traits généraux et ensuite de façon plus détaillée, en regroupant les divers pays en fonction de certaines tendances communes. Cette partie de l'analyse peut prêter flanc à la critique, bien sûr, puisque la décision de mettre un pays dans un groupe déterminé et non dans un autre peut être, parfois, discutable. Finalement, le chapitre se termine par une brève caractérisation des grandes lignes du développement culturel.

Les pages qui suivent reflètent la synthèse de mon expérience d'un quart de siècle d'enseignement et de recherche sur l'histoire latino-américaine à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Là j'ai pu y poursuivre ma carrière commencée depuis déjà pas mal de temps au Chili, mon pays d'origine, et c'est là que j'ai accumulé la majeure partie des connaissances et des idées que j'offre maintenant aux lecteurs francophones, particulièrement ceux du Québec, ma terre d'accueil. J'espère contribuer ainsi à l'apprentissage de l'histoire de cette partie du monde, toujours ardue à comprendre dans sa plénitude à cause des difficultés de trouver une approche générale qui respecte, au moins dans une certaine mesure, ce que ces pays ont en commun et ce qui les différencie. Aux lecteurs de juger si j'ai atteint mon objectif.

Pour finir, je veux remercier les personnes et les institutions qui d'une manière ou d'une autre m'ont aidé dans la rédaction de ce livre. À Montréal, j'ai bénéficié des commentaires de mes collègues Claude Morin, de l'Université de Montréal, d'André Corten de l'UQÀM, de Catherine Legrand de l'Université McGill et de Jean-François Bélisle, qui ont lu des parties du manuscrit. Au Chili, j'ai reçu de l'aide des professeurs Julio Pinto, de l'Université de Santiago et de Cecilia Sánchez

de l'Université de Talca, ainsi que de Mauricio Ahumada, des éditions Lom. L'année sabbatique que m'a accordée l'UQÀM entre 2001 et 2002 m'a donné le temps et la tranquillité pour compléter une rédaction qui s'est avérée plus longue et plus complexe qu'elle ne paraissait de prime abord. Et j'ai constamment reçu le soutien de ma famille, en particulier de mon épouse Miriam. De plus, je désire dédier ce livre à ma mère, Teresa Artigas, qui a encouragé ma vocation pour l'histoire et pour les livres depuis mon enfance.

La nouvelle version en français de cette étude comporte quelques changements par rapport au texte de la version publiée au Chili en 2002 et à la première édition en français, parue en 2004. La principale nouveauté constitue l'ajout d'un nouveau chapitre, portant sur l'indépendance, qui ajoute une époque fondamentale à cette étude, celle de la formation des États nationaux, qui inclut deux nouvelles cartes historiques. On a actualisé l'information du dernier chapitre, qui couvre la période allant de 1990 à nos jours. La chronologie a été remaniée en fonction de ces deux modifications. Par rapport à l'édition chilienne, le chapitre 2 comporte une brève section sur les causes du retard économique, et la bibliographie a été modifiée en faveur d'ouvrages en langue française. Tout comme dans la première édition québécoise, le livre comporte plus d'une centaine d'illustrations, dont plusieurs ont été ajoutées pour le chapitre sur l'indépendance. Ces nouveautés rendront l'ouvrage plus complet et plus agréable à lire.

Pour cette édition, je remercie mon ex-collègue Robert Lahaise, qui m'a mis en contact avec les éditions du Septentrion, Marc Brunelle, pour sa rapide traduction en français du texte espagnol, Gilles Herman pour son travail de mise en pages, Denis Vaugeois pour l'intérêt qu'il porta à mon étude et Carole Corno pour sa collaboration dans la préparation de la deuxième édition.

José del Pozo
Montréal, novembre 2008

Extrait de la publication

Extrait de la publication

CHAPITRE I

L'indépendance 1791-1824

Le processus qui mène à l'effondrement des empires coloniaux espagnol et portugais constitue un événement marquant dans l'histoire de la région et doit être considéré comme un repère indispensable pour la compréhension de l'histoire de l'Amérique latine. Le plus frappant lorsque l'on se penche sur ce phénomène, c'est son aspect continental. En effet, à l'exception de certains territoires dans les Caraïbes, toutes les colonies se séparent des métropoles. De plus, ce processus a lieu à peu près en même temps, l'an 1810 jouant le rôle de date symbolique, car c'est le moment où, dans la plupart des cas, le mouvement d'émancipation a pris son envol. Ces deux caractéristiques laissent croire qu'il s'agit d'un mouvement organisé à l'avance, animé par une volonté claire de se séparer de la tutelle européenne. La réalité est cependant plus complexe.

Pour bien comprendre le déroulement des événements qui vont mener à l'indépendance, il est essentiel de connaître la composition sociale du monde colonial. Depuis la conquête, la population des Amériques affiche une grande diversité ethnique, due à l'immigration des Espagnols et des Portugais, au métissage de ces derniers avec les indigènes et à l'arrivée massive des esclaves d'Afrique, qui allaient aussi se mêler avec les Blancs et les Indiens. Le tableau suivant démontre cette diversité :

Extrait de la publication

Tableau 1.
Population et groupes ethniques, totaux et pays sélectionnés, vers 1800
(en milliers de personnes et en pourcentages)

Région	Total	Blancs	Indiens	Métis et Mulâtres	Noirs libres	Esclaves
Amérique espagnole	10-12 000					
Mexique	4 832	21 %	52 %	25 %	0,3 %	0,1 %
Cuba	272	56 %	s.i.	s.i.	20 %	24 %
Venezuela	900	25 %	11 %	50 %	3 %	11 %
Pérou	1 100	11,6 %	58,2 %	23 %	4,1 %	4,0 %
Antilles françaises	750					
Haïti	590	7,6 %	s.i.	s.i.	5,3 %	86,9 %
Antilles anglaises	800					
Jamaïque	340	4,4 %		10,2 %	88,2 %	
Brésil	2 000	28 %	5,7 %	s.i.	27,8 %	38,1 %

SOURCE : Franklin Knight, *The Caribbean. The Genesis of a Fragmented Nationalism* (New York, Oxford, 1990) pour les Caraïbes ; Leslie Bethell (ed.), *Colonial Brazil* (Cambridge University Press, 1987) pour le Brésil ; Louis A. Pérez, *Cuba between Reform and Revolution* (New York, Oxford, 1988) pour Cuba ; Michael Meyer, *The Course of Mexican History* (New York, Oxford, 1991) pour le Mexique ; Thomas Calvo, *L'Amérique ibérique de 1570 à 1910* (Paris, Nathan, 1994) pour le Venezuela, le Pérou et pour les chiffres globaux.

Des données fragmentaires peuvent aussi être citées : au Chili, sur un total approximatif de 800 000 personnes vers 1800, 12 000 étaient des Noirs, dont probablement moins de la moitié étaient esclaves, ce qui révèle le peu d'importance de ce groupe dans la colonie australe. Par contre, on calcule que le nombre d'Indiens *mapuches*, restés en dehors du contrôle espagnol, était de 200 000. Nous n'avons pas d'informations sur les Indiens intégrés au pouvoir colonial. Au Mexique, la quasi-totalité des Blancs (un peu plus de un million au total) étaient nés dans la colonie ; de ce fait, le nombre d'Espagnols était faible, ne dépassant pas 75 000.

Durant toute la période coloniale, les tensions ethniques avaient été monnaie courante. Cette situation allait avoir des répercussions lors de l'indépendance car un changement politique brusque pouvait détériorer la difficile coexistence entre ces groupes, séparés par la couleur de la peau. Les colonies où l'on retrouvait de fortes concentrations de Noirs et d'Indiens étaient celles qui avaient le plus à craindre, ce qui va expliquer, du moins en partie, le déroulement des événements.

Ces tensions avaient été à l'origine de multiples mouvements de contestation durant la période coloniale, mais elles ne peuvent pas être qualifiées d'actions politiques. La recherche de justice sociale qui animait les gens de couleur n'impliquait pas la notion du pouvoir politique ni la volonté de se séparer de la métropole. La quête de l'indépendance reviendra aux Blancs nés dans les colonies, les *criollos* en Amérique espagnole ou les *mozambos* au Brésil. Mais les gens de couleur auront aussi leur mot à dire dans ce processus, comme lors de la grande rébellion des esclaves dans la colonie française de Saint-Domingue qui débouchera sur l'indépendance et la formation d'Haïti.

Durant la majeure partie de l'époque coloniale, les Blancs étaient restés fidèles à la Couronne. Le seul défi envers l'autorité royale avait eu lieu au temps de la conquête, au Pérou dans les années 1540, lors de la rébellion des frères Pizarro, mécontents de l'annonce de la réforme aux *encomiendas* qui risquait de leur faire perdre leur autorité sur la main-d'œuvre indigène. La rébellion avait été vaincue par le vice-roi, mais le mécontentement de certains participants à la conquête, qui avaient le sentiment de ne pas avoir été récompensés par le roi, restait latent. Cela avait conduit à la folle aventure de Lope de Aguirre, véritable défi envers l'autorité royale, qui s'empara par le crime du commandement d'une expédition sur le fleuve Amazonas en 1567. Mais ces faits sont exceptionnels. Une fois le système colonial bien implanté, les quelques épisodes de rébellion impliquaient des protestations locales et non une volonté de séparation d'avec l'empire espagnol. Tel fut le cas de la révolte des habitants de Quito en 1592, exaspérés par la hausse des impôts, et des *comuneros* du Paraguay entre 1717 et 1735, qui prirent les armes pour défendre leur droit à nommer un gouverneur, au détriment de celui qui avait été nommé par les autorités coloniales. Les rebelles, qui formaient l'élite des propriétaires fonciers, protestaient aussi contre la maîtrise de la main-d'œuvre indigène par les jésuites. Dans le conflit armé qui s'ensuivit, les autorités royales furent appuyées

par les jésuites qui fournirent des milliers d'Indiens à la force armée qui vint à bout de la résistance des rebelles.

Il faudra attendre la deuxième moitié du XVIII^e^ siècle pour voir germer une vision globale et un projet politique défini sur l'indépendance, rendu possible en partie par les influences extérieures.

Les réformes du XVIII^e^ siècle et les griefs des *americanos*

Au plus fort de la lutte pour l'indépendance, les leaders du mouvement justifiaient leur combat en mettant en exergue la longue série de discriminations dont ils disaient avoir fait l'objet de la part des Européens. En premier lieu, ils dénonçaient le monopole que les Espagnols avaient exercé sur les plus hauts postes de l'administration coloniale. En effet, les sujets du roi nés dans le Nouveau Monde avaient rarement eu accès aux postes de vice-roi ou de gouverneur. Sur les 170 vice-rois qui avaient administré les possessions espagnoles, seulement quatre étaient nés en Amérique. Mais, dans leurs plaintes, ils omettaient de dire que les *americanos* avaient pu participer, parfois de façon importante, à d'autres instances. Un bon nombre d'entre eux étaient devenus membres de l'*Audiencia*, cette institution collégiale qui administrait la justice en Amérique espagnole, parvenant à occuper 60 % de ces postes au milieu du XVIII^e^ siècle, ce qui avait été facilité par le mécanisme de vente des postes de la fonction publique. Ils étaient nombreux aussi à exercer des postes de direction à l'intérieur des ordres religieux et ils régnaient partout dans le gouvernement municipal. Au Brésil, l'existence de *capitanías* privées jusqu'aux années 1750 donnait une grande marge de manœuvre à la classe locale et certaines familles, comme les Sá et les Correa à São Paulo, se perpétuaient dans les hauts postes de l'administration régionale.

Les *criollos* dénonçaient aussi la discrimination exercée à leur endroit par le système commercial, axé sur le principe du monopole, qui faisait bénéficier surtout les deux grandes métropoles coloniales, Mexico et Lima, seules places autorisées à recevoir directement les marchandises européennes, au détriment des autres régions. Néanmoins, la réforme commerciale entreprise en 1778 par les Bourbons modifia ce système en permettant qu'une vingtaine de ports des colonies d'Amérique ainsi que de l'Espagne puissent participer directement au commerce, processus imité au Brésil. Le nouveau système produisit de bons résultats pour l'ensemble du commerce, dont le volume augmenta considérablement. À la fin du XVIII^e^ siècle, le pouvoir espagnol avait

autorisé plusieurs colonies à frapper la monnaie, brisant ainsi le monopole de Mexico, Lima et Cuzco. L'imprimerie devient plus présente dans plusieurs villes de l'Amérique espagnole (mais pas au Brésil) et les journaux firent leur apparition au cours du XVIII^e^ siècle.

Les autres classes sociales avaient également reçu certains bénéfices au cours du XVIII^e^ siècle. Les personnes de couleur, libres, et les *castas* avaient été autorisés à faire partie de la milice dans les colonies espagnoles, contribuant ainsi à l'effort de renforcer les corps armés, afin de mieux défendre l'empire contre ses ennemis. Et, à la fin de la période coloniale, les Noirs et les mulâtres libres avaient même été autorisés à acheter la condition juridique de Blancs, ce qui leur permettait de figurer plus avantageusement dans la vie sociale. La Couronne espagnole fit aussi preuve d'ouverture envers les étrangers en acceptant la présence de scientifiques originaires d'autres pays dans ses colonies pour de longues périodes. Tel fut le cas de l'expédition dirigée par le Français Charles de la Condamine en Équateur, dans les années 1760, et celle d'Alexandre von Humboldt (Prussien et protestant!) et d'Aimé Bonpland entre 1799 et 1804.

À côté de ces aspects positifs, les réformes du XVIII^e^ siècle entraînèrent également des désavantages pour les sujets du roi en Amérique. Au Brésil, les dernières *capitanías* privées furent supprimées et intégrées à celles de la Couronne. La capitale coloniale déménagea de Bahia à Rio de Janeiro en 1763, suscitant le mécontentement du Nord-Est. En Amérique espagnole, la création de deux nouveaux vice-royaumes en Amérique du Sud, dont le but était d'en améliorer l'administration, eut un effet contradictoire : elle contribua à donner beaucoup plus d'importance à des villes comme Bogotá et surtout Buenos Aires, devenues capitales régionales, mais elle fut source de mécontentement pour Lima, qui voyait diminuer considérablement son rayon d'influence. Le fait que l'argent de la mine de Potosí était désormais exporté par Buenos Aires porta un dur coup à l'économie péruvienne. La nomination des membres dans les *Audiencias* fit retourner la balance en faveur des Espagnols, devenus de nouveau majoritaires face aux *criollos*. De nouvelles cohortes d'Espagnols, désignées péjorativement comme *gachupines* au Mexique, arrivèrent dans le Nouveau Monde, attirées par l'essor du commerce et par les nouveaux postes administratifs. Ce mouvement a parfois été décrit comme une « deuxième conquête ».

Ce fut surtout le fonctionnement beaucoup plus rigoureux de la machine administrative impériale qui suscita le mécontentement

Extrait de la publication

La volonté de renforcer les moyens de défense de l'Empire en Amérique espagnole, au XVIII^e siècle, mena à la formation de régiments de personnes de couleur libres.

d'une classe de colons habituée à un traitement plus souple depuis le XVII^e siècle. La collecte des impôts était réalisée de façon beaucoup plus efficace. En Amérique espagnole, l'*alcabala* fut haussée de 4 % à 8 %, et elle s'appliqua pour la première fois à la *coca*. La Couronne s'attribua le monopole de la culture du tabac, au grand dam de beaucoup de petits cultivateurs. Dans les années 1780, la Couronne espagnole créa le poste des intendants, de hauts fonctionnaires investis de vastes pouvoirs sur de grandes régions[1], qui remplaçaient les anciens *corregidores*. Cette

1. Ces divisions, les intendances, ont joué un rôle dans la définition des futurs États nationaux, particulièrement en Amérique centrale, donnant lieu aux territoires du Salvador, du Chiapas (devenu plus tard un État mexicain), du Honduras et du Nicaragua. Ce dernier incluait le Costa Rica, qui constituait à l'époque une province.

CHAPITRE VI
Le triomphe du néo-libéralisme ? De 1990 à nos jours 345

Le contexte international : un monde sans guerre froide 346
L'économie : succès et échecs du néo-libéralisme 350
La société : aggravation des inégalités 357
La vie politique :
une démocratisation avec des hauts et des bas 368
Tendances : de la prédominance de la droite dans les années 1990 au surgissement d'une certaine gauche 370
Des doutes sur la participation électorale et l'attachement à la démocratie 375
Une violence qui diminue, mais une instabilité qui subsite 380
Droits humains, une question encore non résolue 383
La culture 386
Synthèse 390

Conclusion 393
Note sur les classes sociales en Amérique latine 399
Glossaire 403
Chronologie
du milieu du XVIII^e^ siècle jusqu'en 2008 411
Bibliographie 421
Source des illustrations 427
Références 429
Index 431

Extrait de la publication

composé en minion corps 11 et oxalis corps 10
selon une maquette réalisée par gilles herman
cette nouvelle édition a été achevée d'imprimer en décembre 2008
sur les presses de l'imprimerie marquis
à cap-saint-ignace
pour le compte de denis vaugeois
éditeur à l'enseigne du septentrion

Extrait de la publication